

Article original

Coopération allemande et projets de développement dans le Ouaddai (Tchad) : analyse historique (1960-2012)

ABDEL-KHADIR Ahmat Youssouf^{1}, ARMI Jonas²*

1-Doctorant, Département d'Histoire, Université de Ngaoundéré (Cameroun),
Téléphone : (+235) 66214194/99251283, Email :

abdelkhadirahmatyoussof@yahoo.fr.

2-*Département d'Histoire, Université Adam Barka d'Abéché (Tchad),
Téléphone : (+235) 66397363/99398563 Email : jonasarmi2@gmail.com

*Auteur correspondant : abdelkhadirahmatyoussof@yahoo.fr

Article soumis le 25/03/2020 et accepté le 10/06/2020

Résumé : La question de l'impact de l'aide au développement est au centre des préoccupations de divers milieux (intellectuels, politiques, associatifs, ONG). Le présent travail analyse les actions et les réalisations des programmes de développement mis en œuvre par la coopération technique allemande dans la région du Ouaddaï de 1960 à 2012. Ce faisant, il offre des données et des résultats qui permettent de jeter un regard à la fois théorique et pratique sur ces interventions et de comprendre leurs impacts dans cette région caractérisée par la diversité des systèmes de production. Il en découle que la coopération technique allemande se focalise sur l'amélioration de l'agriculture, la gestion de l'environnement, la santé et l'éducation, à travers la réalisation des infrastructures. Mais cette quête du mieux-être est souvent confrontée aux insécurités de divers ordres.

Mots clés : Aide au développement, Coopération allemande, Infrastructures, Impacts, Ouaddaï

Abstract: The question of development aid's impact is a central concern for many, including intellectuals, politicians, associations, and NGOs. This article analyses, over the long term, the actions and achievements of development programs implemented by German technical cooperation in the Ouaddaï region. The data and findings in this article allow a theoretical and practical analysis of the interventions and their impacts on the region, which is characterized by the diversity of its production systems. Accordingly, the German technical cooperation focuses on agriculture, environment management, health and education infrastructures.

However, this mission to improve well-being is often confronted by multiple types of insecurity.

Key words: *Development aid's, German cooperation, Infrastructures, Impact evaluation, Ouaddaï.*

Introduction

Depuis leur accès massif à l'indépendance au début des années 1960, les pays africains dont le Tchad, n'ont cessé de connaître des problèmes d'ordre politique, économique et social. Car les institutions issues de la colonisation ont eu du mal à s'adapter aux réalités sociologiques, économiques et historiques des États africains indépendants. Le Tchad, comme la plupart des pays sahéliens a connu des épisodes de sécheresse et conflits armés. Comme le souligne R. Dumont (1973, p.7), « Du Sénégal au Tchad, la zone de la savane s'enfoncé dans la misère ». Ces perturbations climatiques ont grandement affecté les économies ainsi que les écosystèmes de ce grand espace géographique en Afrique centrale (Giri, 1994). La situation s'aggrave chaque jour, même si la « générosité » des pays « amis » ne cesse de s'accroître. La satisfaction des besoins fondamentaux des populations de cet espace demeure alors la priorité des programmes d'aide internationale, principalement tournés vers l'investissement productif et la mise en place d'infrastructures économiques. L'État tchadien et ses partenaires contribuent à réduire les impacts négatifs de ces perturbations. Cependant, les systèmes de production et les modes de vie des populations de la région du Ouaddaï demeurent vulnérables aux aléas du climat, couplés à l'instabilité politique de la zone. C'est dans cette logique qu'intervient la coopération internationale allemande (GIZ)¹ à l'instar d'autres organisations internationales, à l'Est du Tchad en général et dans la région du Ouaddaï en particulier.

¹ *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit* (coopération internationale allemande) appelée autrefois GTZ (*Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit*) coopération technique tchado-allemande.

Les enseignements tirés des nombreuses expériences dans les pays du sahel ont conduit à deux grands types d'interventions. D'une part, il s'agit de celle des attentes en matière d'infrastructures socio-économiques et d'autre part celle de la gestion des ressources naturelles dans l'espace rural.

Le principal objectif de cette étude, qui inclut de nombreuses données de terrain, est de jeter un regard rétrospectif sur la coopération allemande dans le Ouaddaï géographique. Sans être exhaustifs, les résultats de cette coopération depuis les années 1960. L'accent est mis sur quelques programmes susceptibles d'améliorer la productivité agricole et pastorale et de faire face aux nombreux défis sécuritaires au plan alimentaire, environnemental ou social. Ces actions se déclinent en construction des seuils d'épandage, des cordons pierreux, des diguettes et des digues filtrantes et l'élaboration des plans locaux de développement.

1. Les réalisations dans le domaine du développement rural

Dans le domaine du développement rural, les interventions sont dominées par les actions qui vont dans le sens de la préservation et la gestion de l'environnement. Pour ce faire, des mesures antiérosives des sols sont prises. Des seuils d'épandages, des cordons pierreux et des diguettes sont construits.

1.1. Les interventions dans la préservation et la gestion de l'environnement

Les interventions environnementales de la GIZ sont perceptibles dans les différents projets et programmes exécutés dans la région du Ouaddaï. A la fin des années 1980 et tout au long des années 1990, le Projet d'Aménagement des Ouadis (PAO), projet précédent au Programme de Développement Rural Décentralisé des Départements du Djourf Al-Ahmar, Assounga, Biltine et Ouara (PRODABO), a réalisé différents types d'aménagements des bassins versants. Par ces réalisations, le PAO poursuit l'objectif selon lequel, « les paysans du Ouaddaï aménagent de manière durable, individuellement ou collectivement à travers des structures

d'autopromotion leurs bassins versants » (MEE², 2009, p.3). Par ce biais, un pas a été fait en direction de l'objectif principal pour rehausser les revenus des communautés rurales du Ouaddaï à travers une exploitation durable de leurs ressources naturelles. Les premières réalisations dans les ouadis et bas-fonds ont été des constructions en gabion seuil, c'est-à-dire des fortifications de fils remplies de pierre. Plus tard, les constructions ont combiné maçonnerie et gabions. C'était le cas des aménagements dans le bassin du haut Bouboula.

Le projet PAO a été exécuté depuis 1989 à travers les ex-préfectures de Ouaddaï et Biltine. Il est conçu comme un projet de défense des sols aux alentours des ouadis et la valorisation des terres agricoles. Le projet a donc œuvré vers la défense et restauration des sols et la gestion des ressources naturelles (eaux, sols, végétation). L'unité d'intervention du projet est le bassin versant (BV) avec toutes ses populations et ressources. Le projet a été exécuté dans dix (10) BV dans une superficie de 1 200 km² et 35.000 personnes, équivalent à 5% de la population totale des deux ex-préfectures (MEE, 2009, p.3).

Le PAO a ensuite retenu la stratégie de construction des cordons pierreux, diguettes, digues filtrantes et barrages. Les travaux occupent la population pendant la période de mars jusqu'à juillet qui marque le début de la saison pluvieuse. Les experts internationaux et locaux se trouvent aux cotés des paysans pour les conseiller et les former dans les techniques. Le projet fournit le fil gabion, le ciment et les ouvriers qualifiés pour les digues filtrantes et les barrages. L'effort qu'ils mettent dans ces activités montre que les paysans et les paysannes sont convaincus de l'impact de ces réalisations.

La stratégie de la construction des infrastructures et la structuration du monde rural a servi à améliorer les liens entre les villageois. Au niveau des villages, plusieurs groupements sont nés avec l'appui du

² Ministère de l'Environnement et de l'Eau

Service allemand au développement (DED). Les groupements ont construit des magasins de stockage et des écoles communautaires. Les aménagements ont amélioré la production en renforçant l'accroissement de la productivité. Le projet a également appuyé le désenclavement des zones rurales avec l'aménagement des pistes.

1.2. La planification du développement et la construction des seuils d'épandage

Pour contribuer à l'atteinte de cet objectif, plusieurs activités ont été menées parmi lesquelles l'appui à l'élaboration et la mise en œuvre des conventions locales de gestion de ressources naturelles (Abdelkerim Foudoussia, 2008, p.1). Avant de commencer des réalisations, le programme a établi des plans de développement Local (PDL) au niveau cantonal. Dans ces plans, les problèmes et les priorités de la population locale sont présentés après une phase de concertation entre les villages. Le programme s'est donc chargé de réaliser surtout des seuils d'épandage, car les besoins penchent du côté des activités agricoles. Pendant les différentes phases, le programme a réalisé plusieurs infrastructures dans les villages de Bas Chok, Arbouguine, Moyen Chok, Mata, Mandjobock, Wadi Chaou, Katafa, Farchana, Wadi Hamra I, II et III, Bouboula, Hadjer Hadid (PRODABBO, 2006, p.15). En plus des seuils d'épandages, il est procédé à la construction de magasins communautaires de stockage de céréale, des écoles, des centres de santé, des abattoirs, à la réfection des pistes rurales, à l'aménagement des digues en pierres et des puisards. Des foyers améliorés ont été également faits et subventionnés.

Vers la fin de l'année 2004, la décision fut prise au niveau du PRODABO de réaliser un projet de construction des seuils d'épandage en maçonnerie. En juin 2005, les deux premiers seuils dans le Ouadi Chaou ont été construits (Bender, 2007, p.11).

Les résultats du PAO, jugés médiocres (avec ses 15 micro-barrages) ont poussé le PRODABO à faire davantage. Aujourd'hui, ils ont réalisé une centaine de seuils d'épandage avec

des coûts inférieurs à ceux des micro-barrages. La planche 1 est l'une des illustrations de ces réalisations.



Planche 1 : Seuils d'épandage

Source : PRODABO, juillet 2008 et septembre 2006

La photo ci-dessus à gauche, montre la vue aérienne d'un seuil d'épandage dans le Bas-Chok. En observant la photo, l'on se rend compte que le seuil ne joue pas le rôle de barrage mais comme son nom l'indique, amende le sol en retenant l'eau. Quant à l'image de droite, il s'agit d'une photo prise sur le site Moyen Chock en 2006. Elle montre la sédimentation du bas-fond, l'amendement du sol et la formation d'une couverture végétale. En d'autres termes, il s'agit des effets bénéfiques du seuil d'épandage sur le sol et la végétation.

La réalisation d'un seuil comprend généralement trois étapes. La première étape consiste à faire une étude socio-économique restreinte. Cette étude relève les facteurs socio-économiques de la population, ses besoins, ses moyens et sa motivation pour participer à la construction de l'ouvrage. La deuxième étape consiste à faire une étude de faisabilité technique. Il s'agit de déterminer l'état d'avancement de l'érosion et de la dégradation des sols afin de dégager des sites sélectionnés pour accueillir

l'ouvrage. Pour cela, il est indispensable de procéder à un relevé topographique, la reconnaissance du terrain (type de sol, érosion, hydrologie etc.). La troisième est la construction proprement dite. Elle est faite selon des étapes de travail spécifiques : implantations, fouilles et maçonnerie (GIZ, KFW, 2012, p.16). La construction se fait à base de la maçonnerie traditionnelle avec des pierres. La population locale est impliquée au maximum dans l'exécution des travaux par l'approche Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO). Après la construction du seuil d'épandage, une convention d'utilisation et de gestion est établie avec la population concernée.

La reconstruction des seuils est jugée nécessaire (PRODABO, 2005, p.16), car la dégradation et l'érosion entraînent la perte des terres les plus fertiles et augmentent la surexploitation des terres disponibles. Les seuils d'épandage arrêtent le processus de dégradation vers une stabilité des sols et de l'environnement, y inclus un stockage d'eau plus important. Les murets, contrairement aux digues en gabions sont faciles à changer, à rehausser ou à renforcer. Le rehaussement du seuil après une saison de pluie fait partie de l'approche "aménagement à l'aide de seuil d'épandages". La réalisation de plusieurs seuils dans un ouadi permet de mieux gérer les risques et les dégâts de l'eau (ENÜH, 2010, p.3). Sur les bras des seuils, dans les zones à haut risque d'érosion, des cordons pierreux ont été construits.

2. Les réalisations dans le domaine social et l'organisation paysanne

Dans le domaine social, les réalisations sont dominées par des apports sur l'éducation à travers la valorisation des langues nationales, la construction des infrastructures scolaires et la sensibilisation à la lutte contre le SIDA. Les apports ont été également sur le plan de l'organisation des sociétés paysannes à la valorisation et la gestion des ressources naturelles.

2.1. Les réalisations dans le domaine de la santé et de l'éducation

La politique sanitaire de la région du Ouaddaï est celle adoptée par le ministère en charge de la santé. Dans le cadre de cette politique, la délégation régionale de la santé a pour mission d'assurer la promotion, le rétablissement et l'amélioration de la santé, c'est-à-dire le bien-être physique, social et mental (BERCEF, 2007:31). Ceci se réalise par la mise en œuvre progressive des services sanitaires capables d'assurer des prestations de qualité. Il s'agit du développement quantitatif et qualitatif des services sanitaires. Les enquêtes menées dans les centres de santé de la région ont montré qu'il y a un manque de satisfaction des besoins de la population en matière de santé. Les informations recueillies portent sur l'état de centres de santé en termes de la démographie, du personnel, du matériel médical, de bâtiments, et d'hygiène et assainissement, mais aussi et surtout de la gestion de ces centres. Certains bâtiments, construits par l'Etat ou par des ONG sont des infrastructures en dur. D'autres sont de vieux bâtiments construits par l'Etat dont certains sont réhabilités et d'autres non. D'autres encore sont des infrastructures en banco construites par les communautés.

Contrairement à certains pays comme le Cameroun où l'aide de l'Allemagne dans le domaine sanitaire date du XIX^e siècle (Fadibo, 2005:346), dans la région du Ouaddaï, ce n'est qu'au début des années 2000 que le Fonds de Développement Décentralisé (FDD) finance des infrastructures sociales et socio-économiques. Parmi les infrastructures sociales, il y a une forte demande de Centres de Santé. Le PRODABO qui s'inscrit dans la continuité des projets dans la région du Ouaddaï, vu la forte demande dans ce domaine, a décidé d'en construire. La planche ci-dessous donne une illustration des réalisations dans ce domaine.

Dans le domaine éducatif, le projet éducation de la GTZ pour la période 1994-1998 a connu un parcours qualifié de « particulier » (GTZ-PEB, 1997:18). En effet, il a soutenu un ensemble d'activités qui ont contribué à l'amélioration du système

éducatif tchadien, qui se distingue par l'existence d'écoles dites communautaires, peu connues officiellement mais de fait incontournables. Ces écoles sont issues de la volonté des parents de donner à leurs enfants un minimum d'apprentissage.³ Ils représentent 21% des écoles accessibles aux enfants de la région dans les villages reculés et surtout ceux du département d'Assoungba.

Le projet a concentré ses efforts dans l'appui des petits projets initiés par les parents comme la construction des écoles communautaires. Ces petits projets ont contribué à l'amélioration de la qualité de l'enseignement et permis aux Associations des Parents d'Élèves (APE) de cerner les besoins de l'école et une meilleure gestion des ressources humaines et des matériels didactiques mis à la disposition des écoles par le projet. L'enseignement en langues maternelles a occupé une place importante dans le projet PEB. Selon le projet, la promotion des langues nationales est « un véhicule de savoir et de tradition » (GTZ-PEB, 1997:24). Sa valorisation pourrait soutenir les démarches de développement. Le volet enseignement en langues nationales (ELN) n'a pas été salué par les élites de la région qui voient dans le projet une tentative de déconnection du Ouaddaï du reste du monde⁴. Selon eux, la tendance de nos jours est vers l'apprentissage de l'arabe et du français. Les enfants qui étudient dans la langue nationale vont étudier dans quel établissement du monde, s'interrogent-ils ?

Le volet Form-APE a formé les associations des parents d'élèves à mieux gérer les écoles en assurant eux-mêmes une partie du salaire des maîtres communautaires. Dans les programmes de la GTZ, la construction des écoles a été également prévue. C'est pourquoi, le PRODABO a procédé à la réalisation de plusieurs infrastructures scolaires comme l'indique la planche 2.

³ Entretien avec Abdoulaye Issakha Mahamat, Abéché le 05 septembre 2013

⁴ Entretien avec Saad Abdoulaye Ibrahim, Abéché le 05 septembre 2013



Planche 2 : Centre de santé de Doulbarid et Ecole de Miniéri

Source : Abdelkhadir Ahmat Youssouf, juillet 2013

2.2. L'organisation de la société à la gestion des ressources naturelles

Les enquêtes faites sur la consommation de bois de chauffe ont montré que les habitants des villes de la région du Ouaddaï utilisent presque exclusivement le bois comme combustible principal pour la cuisson des repas. La flore constitue donc une ressource naturelle à préserver. Il a été constaté en même temps que les foyers améliorés ne sont pas bien connus et presque pas utilisés par les consommateurs. Les foyers traditionnels ouverts appelés « trois pierres » quant à eux, ne valorisent que 15% du combustible brûlé. Des activités de vulgarisation des foyers améliorés ont été initiées. Ils ont pour objectif de contribuer à la réalisation de l'objectif selon lequel « les populations protègent leurs ressources naturelles, les mettent en valeur de manière durable et en tirant un profit économique » (PRODABO, 2007, p.15).

Pour assurer une restauration du couvert végétal alors surexploité, il est nécessaire de minimiser la consommation en bois comme source d'énergie. Le principe général est d'avoir un foyer fermé pour conserver la chaleur sur la marmite. Trois grandes familles de

foyers améliorés sont retenues. Il s'agit du foyer en banco, du foyer métallique et celui en céramique (PRODABO, 2007, p.16). Chaque type de foyer comprend des spécificités en termes de coût, de durabilité, de facilité de fabrication et d'entretien.

Pour ce faire, le PRODABO a organisé en collaboration avec le Centre de Formation Technique et Professionnelle d'Abéché (CFTP) deux "Journées de la Promotion de Foyer Amélioré à Abéché" en février 2004 (Photo 1).



Photo 1 : Exposition-vente des foyers améliorés à Abéché

Source : PRODABO, 2004

Au cours des journées d'exposition, les grandes familles des foyers améliorés ont été montrées au public abéchois. Des ateliers d'échange des idées sur l'approvisionnement en bois de chauffe et la protection des forêts naturelles dans la région du Ouaddaï étaient organisés en 2004 (PRODABO, 2004, p.7). Ces ateliers ont permis de mettre sur pied une politique de reboisement. Des plants composés des acacias et des *Balanites aegyptiaca* ont été mis à la disposition des paysans. Ces derniers ont été formés sur les

techniques et les stratégies de mise en défens par la plantation et les semis directs des haies vives.

L'impact attendu de cette stratégie est une diminution d'usage abusif des ressources naturelles utilisées et gérées en commun.

3. L'impact des réalisations

Sans prétendre à l'exhaustivité, les retombées des réalisations sont perceptibles dans beaucoup des domaines. On peut citer entre autres : l'amélioration et la réhabilitation du couvert végétal, l'organisation communautaire et l'éducation de base, la gouvernance locale et le processus de la décentralisation.

3.1. Amélioration et réhabilitation du couvert végétal

L'amélioration et la réhabilitation de la couverture végétale des sols est une préoccupation particulière des zones sahéliennes. Comme il a été signalé ci-haut, avec les aménagements faits sur les bas-fonds, la rétention de l'eau dans les bassins a permis à la végétation de reprendre. L'infiltration de l'eau a engendré une "revégétalisation" des terrains et une exploitation des terres autrefois abandonnées à cause des aléas climatiques et de l'érosion. C'est le cas par exemple du site Moyen-chock. Dans ce site, une convention locale de gestion des seuils a été signée à l'aide d'un plan de développement local entre les paysans qui partagent les seuils aménagés. Dans cette convention, le principal problème de déboisement a été décelé. Il s'agit de la coupe abusive des jeunes arbres et arbustes. Les principes instaurés dans la convention locale visent à interdire la coupe abusive d'arbres et des mesures de précautions ont été prescrites. Ces mesures visent à planter et entretenir des arbres.

En termes de changement de comportements, les villageois sont devenus les agents de lutte contre la coupe abusive d'arbres, conformément aux nouvelles mesures prises par le gouvernement tchadien sur la déforestation. Une brigade mixte pour la protection de l'environnement a été mise sur pied. Or, par le passé, toutes les briqueteries autour d'Abéché étaient alimentées

par les bucherons (PRODABO, 2004, p.7). Rien que par l'abstinence aux coupes des jeunes arbres, les reliquats des "micro-savanes" se reconstituent progressivement. La région du Ouaddaï, zone sahélienne par excellence, sévèrement affectée par les sécheresses des années 1970 et 1980 maîtrise mieux à travers les leçons des famines la nécessité de préserver l'environnement.

La population témoigne que depuis la construction des seuils et la mise en vigueur de la convention locale et la politique de reboisement, une reprise de la couverture ligneuse, essentiellement constituée d'espèces épineuses telles que les *acacias radiana*, les *acacias seyal* et les *balanites aegyptica*, est observée. En effet, ces individus d'arbres, tendent à former des petits buissons assez denses qui rempliraient dans l'avenir des fonctions très essentielles pour les paysans de cette zone, considérés comme les plus pauvres du Tchad. La disponibilité des produits de cueillette et du pâturage de proximité n'est pas à démontrer, car balanites et jujubes ne sont pas rares.⁵

Cependant, à certains égards, les infrastructures réalisées ne le sont pas dans les règles de l'art. Ce qui les rend inefficaces quant à l'objectif pour lequel elles sont réalisées. Le cliché qui suit est l'une des illustrations de cette situation.

Selon la population enquêtée⁶, cette dégradation est due à la fois au non-respect du dosage du ciment, à une mauvaise étude préliminaire de la force de l'eau mais aussi à un manque d'entretien par le comité de gestion des seuils. La photo 2 montre un seuil endommagé par les eaux de ruissellement dans le Moyen-Chok.

⁵. Entretien avec Izadine Brahim, Village Ndong-Ndong le 04 juillet 2013

⁶ Entretien avec Mahamat Issakha et Adam Bachar, Abéché le 14 juillet 2013



Photo 2 : Seuil d'épandage détruit par les eaux de ruissellement dans le Moyen-Chok

Source: Abdelkhadir Ahmat Youssouf, juin 2013

3.2. Impact sur l'organisation communautaire et l'éducation de base

L'impact des actions des projets sur l'organisation communautaire n'est pas en reste. Les analyses ont été faites sur la base d'un échantillonnage. C'est ainsi que dans la sous-préfecture d'Am Zoer, le PAO est parvenu à transformer des structures traditionnelles d'entraide en des organisations villageoises reconnues officiellement. Il existait avant l'intervention du PAO au total 15 groupements villageois. Les 15 groupements villageois du bassin versant du Haut-Bouboula se regroupent en association en 1999. Un an plus tard, ils s'allient avec les organisations de trois autres bassins versants de la zone d'Am Zoer à savoir Bas-Bouboula et Madamoun, pour créer une fédération nommée *Al-Takhadoum*, c'est-à-dire le progrès ou le développement. Le secrétaire de la fédération déclare dans un rapport publié par le projet PAO en 2001 : « Maintenant nous sommes autonomes » (PAO, 2011, p.27). Les villages sont connectés par des pistes aux centres de santé et les marchés de la région, à l'exemple de la piste qui relie

Tondong à Adré dans le département d'Assounga. Les champs sont stabilisés par des kilomètres de cordons pierreux que l'on peut apercevoir tout au long de la route qui va d'Abéché à Guéréda. L'eau est d'un accès facile par rapport aux années 1980. Les enfants vont à l'école. Les habitants se disent « capables de prendre en charge leur développement »⁷ et certains font même de la sensibilisation dans des villages voisins sur des questions de développement (PAO, 2011, p.31).

3.3. Impact sur la gouvernance et le processus de la décentralisation

Dans la grande partie de la région où les efforts des projets ont conduit à l'élaboration des conventions locales, on perçoit un soutien de la part des populations locales. Cela se manifeste souvent par la présence élevée de représentants villageois lors des assemblées générales des associations de développement, ainsi qu'à travers les débats autour de la gestion des ressources naturelles. L'élaboration des PDL a souvent suscité des débats qui poussent les paysans à se remettre en cause sur le sous-développement de leurs localités (PAO, 2011, p.41). Cette remise en cause a permis aux populations de porter un nouveau regard sur les ressources et sur les phénomènes de dégradation de leur environnement.

Le degré de mobilisation sur l'aspect genre n'est pas équitable. La mobilisation reste cependant plus forte au niveau des hommes qu'au niveau des femmes. La présence des femmes reste parfois assez faible, bien que les unes ou les autres participent et jouent parfois un rôle déterminant dans les réflexions, surtout lorsque les hommes montrent leurs limites sur des questions qui concernent les femmes. Celles-ci tirent cependant de profits importants à travers les dispositions prises dans le cadre des PDL. Les cas du rendement des produits des cultures de contre-saison est un exemple parmi tant d'autres, expliquant le revenu non négligeable des femmes.

⁷ Entretien avec Hassan Mahamoud, Abéché le 4 juillet 2013.

Si l'engouement des hommes et des femmes est souvent assez facilement perceptible, celle des jeunes reste plus difficile à constater. L'esprit des PDL qui s'appuie sur les potentialités endogènes d'action, a cependant aussi créé l'engouement auprès des jeunes, notamment lorsqu'ils sont concrètement engagés dans des fonctions comme la surveillance ou le suivi des activités. Mais, il se pose un problème très difficile à gérer dans la région du Ouaddaï, c'est le phénomène de l'exode vers les grands centres urbains comme Abéché et la capitale N'Djamena. Un cultivateur explique que « petit à petit, les jeunes commencent à s'intéresser aux cultures de contre-saison et trouvent mieux de vivre au village »⁸. Ceci peut paraître paradoxal, mais il peut être nuancé avec les propos de certains boutiquiers rencontrés à N'Djamena qui soutiennent cette thèse. Un informateur affirme qu'à la saison pluvieuse, il se rendra au village « pour cultiver »⁹. On ne sait pas si cette affirmation est réalisable. Ce passage montre que la pérennité des PDL est entièrement dans les mains des jeunes. L'engagement des jeunes dépend fortement de la rentabilité des activités. Cet engagement fait apparaître une émergence des associations de développement prenant en charge la gouvernance locale des ressources naturelles. Ces associations œuvrent le plus souvent dans le secteur informel (PRODABO, 2007, p.45). Bien qu'elles demeurent très souvent des structures informelles, leur fonctionnement implique souvent l'exécution d'un programme de travail annuel défini.

Les communautés rurales dans la région du Ouaddaï, dans leur majorité ont par ailleurs opté de maintenir les structures informelles de concertation en parallèle, au lieu de les fusionner dans les unions pouvant être reconnus au plan régional. Selon eux, « il est bien de maintenir ce qui a donné des bons résultats et de ne pas le transmettre dans les mains des hommes politiques qui le manipulent dans le sens de leurs intérêts égoïstes ».¹⁰

⁸ Entretien avec Abakar Adoum, Abéché le 05 juillet 2013.

⁹ Entretien avec Mahamat Adoum, N'Djamena le 09 septembre 2013

¹⁰ Entretien avec Souleymane Rahama, Doubarit le 16 juillet 2013

La somme de ces impacts relevés ci-hauts crée un champ particulièrement fertile pour la décentralisation du Tchad en général et de la région du Ouaddaï en particulier. L'existence des groupements villageois comme instances locales efficaces, l'existence de jeunes leaders qui collaborent avec leurs frères, ainsi que les relations bien que faibles de la population locale avec les structures de l'Etat, anticipent de manière positive la décentralisation. Ceci va dans le sens d'une « invention du jeu institutionnel souhaitable des collectivités locales » (GTZ, 2005, p.74). Les conventions locales ont préparé donc en quelque sorte les populations et les leaders locaux par rapport à l'exercice de leurs fonctions futures, en favorisant l'apprentissage de certains principes de gestion et suivi des activités. Tout en sachant que la décentralisation est un processus qui peut prendre plusieurs années, le Tchad doit d'abord chercher à pérenniser sa stabilité politique. La décentralisation est souhaitable pour son équité en matière des solutions apportées par rapport à l'accès aux ressources naturelles et le partage des ressources économiques. Dans un développement décentralisé, chacun des différents groupes d'acteurs en présence doit trouver son compte, qu'il soit homme, femme ou jeune (GTZ, 2005, p.74). Autrement, toute entreprise de développement ne peut être viable, sinon voué à l'échec.

Conclusion

De tout ce qui précède, l'on peut retenir que l'intervention dans la région du Ouaddaï date de l'indépendance. Cette coopération concerne des domaines aussi variés que le développement rural, l'éducation et l'appui à la mise en œuvre de la politique de décentralisation adoptée par le Tchad. L'impact des décennies de coopération au développement est visible sur le terrain à travers les infrastructures socio-économiques réalisées et l'organisation des populations bénéficiaires en vue d'être aptes à mieux se gérer et gérer leurs diverses ressources en vue de leur bien-être.

Mais si les effets des réalisations de la coopération technique allemande dans la région du Ouaddaï sont importants, il est à

reconnaître le fossé qui existe entre les discours et les faits observables sur le terrain. En effet, malgré les interventions et les impacts sur plusieurs plans développés ci-haut, la région ne présente pas l'image d'une entité développée. Cette situation d'adéquation entre programmes ou projets conçus et les réalisations palpables sur le terrain soulève la question des difficultés et problèmes que rencontrent les agences d'aide au développement d'une manière générale et fait que leurs interventions restent anodines.

Pour la région du Ouaddaï singulièrement, les difficultés relèvent d'abord de la précarité du milieu naturel. Intervenir dans un tel environnement nécessite des moyens accrus et des choix des techniques adaptées pour résoudre le problème fondamental, à savoir celui de la maîtrise de l'eau. Ensuite, il est historiquement connu l'Est du Tchad où se trouve le Ouaddaï est le boulevard de l'instabilité politique au Tchad depuis la création du Front de Libération Nationale au Tchad (FROLINAT) et les rébellions qui ont suivi. Un tel environnement ne se prête pas au déploiement des actions durables de développement. D'où le rôle de l'insécurité politique comme contrainte majeure au développement. Les effets de la crise du Darfour qui touchent de plein fouet tout l'Est du Tchad contribue davantage à l'hypothèque du développement de la région du Ouaddaï et appelle à plus d'engagement des acteurs au développement, à savoir l'État tchadien et ses partenaires au développement ainsi que les populations locales elles-mêmes.

Bibliographie

Diguingue, D. (2010). *Les cordons pierreux une expérience à l'est du Tchad : rapport de capitalisation*, Abéché, GTZ-PRODABO.

DOC PAO, (2001). Bilan de dix années d'appui. Bassin versant de Haut-Bouboula, 1992-2001.

DOC PEB, (1997). Rapport sur le contrôle d'état d'avancement de projet, Abéché,

Dumont, R. (1973). *L'Afrique noire est mal partie*, Paris, Seuil.

Giri, J. (1994). *Histoire économique du Sahel*, Paris, Karthala.

GTZ, (2005). *Les impacts socio-économiques de la gestion décentralisée des ressources naturelles : la contribution des conventions locales à la lutte contre la pauvreté*, Ministère Fédéral de la coopération économique et du développement.

GTZ, KFW, (2012). *Seuils d'épandage pour la valorisation d'oueds dégradés*, http://www.passip.org/pdf/etudes/3-103%20%20Seuils%20d%27epandage_pdfversion_frz.pdf, 09/06/2020.

Heinz Bender, (2007). *Aménagement des bas-fonds à l'aide de seuils d'épandages*, GTZ-PRODABO.

MEE, (2001). *Règlement de conflits par la Commission mixte d'Abéché*, Projet Almy Bahaim, Abéché.

MEE, (2009). *Le Projet PAO dans le Ouaddaï-Biltine et la Lutte contre la Pauvreté*, GTZ- Ndjamena.

MEE, (2009). *Position du Projet PAO par rapport au Stratégie nationale du secteur développement rural du Tchad*, GTZ-Ndjamena

PRODABO, (2006). *Rapport de synthèse Phase I.*

PRODABO, (2006). *Rapport final phase I.*

PRODABO, (2007). *Concept d'intervention des aménagements durables des bassins versants du Ouaddaï-Biltine.*

PRODABO, (2007). *Rapport sur l'utilisation des foyers améliorés.*

PRODABO-Altaaawoun, (2008). *Rapport d'étude de faisabilité socio-économique et environnementale de seuil d'épandage : site de moyen chock.*

PRODABO-Altaaawoun, (2008). *Rapport d'étude de faisabilité socio-économique et environnementale de seuil d'épandage : site de Souna.*

PRODABO-BCI, (2006). Plan de développement cantonal (canton Barde).

PRODABO-BCI, (2008). Plan de développement cantonal (canton Bourtail).

PRODABO-BCI, (2008). Rapport d'enquête sur l'évaluation d'impact des ouvrages construits dans les départements de Biltine, Ouara et Assounga sur les Rendements des cultures et les campagnes maraîchères, PRODABO, Abéché.

PRODABO-BERCEF, (2007). Plan de développement cantonal (canton Guerné).

PRODABO-ENUH, (2007), Rapport sur la situation fin de phase / mi-août 2007 Sites : Seuls Gaga, Hadjer Hadid, Farchana, puisards et Piste Abouguileme-Hadjer-Hadid, Koibo.

PRODABO-ENÜH, (2010). Rapport sur l'appui au Programme d'aménagement des vallées.

PRODABO-PDRD, (2009). Rapport d'étude d'impact du concept « charrette » introduit pour le cordon pierreux.

Sources orales

N °	Noms et Prénoms	Age (ans)	Profession/fonction et statut social	Date d'entretien	Lieu
1	Abakar Adam	50	Paysans	07 juillet 2013	Abéché
2	Abdoulaye Issakha Mahamat	53	MC, ex-responsable du volet ELN-M dans la GTZ-PEB	05 septembre 2013	Abéché
3	Adam Bachar	35	Ex chef composante GRN/AED PDRD/PRODABO	14 et 20 juillet 2013	Abéché
4	Hassan Mahamoud	48	Paysan	04 juillet 2013	Wadi chok/djabal damré
5	Izadine Ibrahim	51	Chef de village Doukour chimey	04 juillet 2013	Village Ndong-Ndong
6	Mahamat Adoum	27	Boutiquier	09 septembre 2013	N'Djamena
7	Mahamat Issakha	50	Ex coordinateur national du PDRD-PRODABO/GTZ	15 juillet 2013	Abéché
8	Saad Abdoulaye Ibrahim	41	Animateur pédagogique au CFC d'Abéché, ex-animateur rural GTZ-PEB	05 septembre 2013	Abéché
9	Souleymane Rahama	35	Paysan	16 juillet 2013	Doulbarid